

## « santé animale, santé humaine, marchés mondiaux : risques et dépendances

Compte-rendu des 8ème rencontres Agro-X-ENA , en partenariat avec le RSPV & l'AAEAEA - 13 novembre 2012

Rédaction : Hélène SOUBELET, pour le RSPV

### **Discours de Stéphane Le Foll (ministre de l'Agriculture, de l'alimentation et de la forêt)**

Le ministre de l'agriculture est intervenu en début de colloque pour rappeler que 60% des maladies humaines sont d'origine animale et que les zoonoses sont apparues avec la sédentarisation, le développement des villes et le développement de l'agriculture. Ce développement s'est accompagné également d'une diminution de l'espérance de vie et de la taille des hommes en lien avec le travail du sol, pénible et usant.

Il a évoqué le concept « one health » en liant fortement le rôle de l'agriculture (nourrir la planète) à la nécessité d'une évolution des modèles agricoles vers des pratiques environnementalement acceptables :

« le grand problème posé par le défi environnemental doit conduire à trouver des solutions pour réduire les émissions de gaz et de particules tout en développant nos économies».

« L'agriculture de demain doit être performante environnementalement et économiquement ».

« L'agriculture doit être économiquement viable et écologiquement durable ».

C'est effectivement un important virage que les agriculteurs doivent prendre avec des modèles de production nouveaux qui conduisent toujours à maximiser les rendements et à augmenter la marge brut (cela reste des objectifs inaliénables) mais en utilisant avec mesure les outils historiques de l'agriculteur ( pesticides, herbicides, sélection variétale, augmentation des surfaces et des cheptels pour diminuer la part des coûts fixes). Les pistes évoquées sont la diminution des consommations intermédiaires pour augmenter l'autonomie des exploitations (dépendance vis à vis des fertilisants, des produits chimiques ...).

Il semble pointer du doigt la fin de l'opposition entre agriculture et environnement en affirmant que les agriculteurs sont capables de s'adapter et de construire de nouveaux modèles.

Dans ce cadre, il a rappelé que le contrôle sanitaire était à la base de la prévention des maladies et des contaminations et qu'à ce titre, les effectifs du contrôle devraient être préservés pour continuer à garantir un haut niveau de sécurité alimentaire en France.

### **Discours de Bernard Vallat (directeur général de l'OIE)**

L'évolution de la population mondiale entraine une explosion de la demande alimentaire, notamment sur le lait et les œufs qui conduira à une intensification de la production.

Un million de personnes passera de la pauvreté à la classe moyenne dans les prochaines années, ce qui induira mécaniquement une augmentation du nombre de



repas et surtout de la quantité des protéines absorbées par individu. 75% des maladies émergentes sont d'origine animale et toute dérégulation sur cet aspect est une source de problèmes potentiels, voire de désastres sanitaires, car la réactivité reste la seule arme efficace. Or la réactivité est fortement liée à la présence d'un réseau actif de veille et de prévention : le maillage territorial relié à une chaîne de commande pertinente et à un système de formation initiale et continue efficace.

Les 5T (Transport, Trade, Terrorism, Travel, Tourism) conceptualisent les facteurs de risques auxquels les sociétés font face et dans ce cadre ; l'OMS, l'OIE et la FAO développent la stratégie mondiale « One Word, One Health » qui regroupe les aspects animal / humain / environnement dans un concept de bien public mondial. Les enjeux prioritaires cités ont été l'influenza aviaire, la rage et l'antibiorésistance mais également le lien entre production de fertilisants et production végétale.

Les organisations revêtent une importance cruciale, plus les systèmes sont organisés, plus ils sont performants. L'Europe a développé le premier système au monde de gouvernance régionale avec une législation sanitaire entièrement harmonisée dans 27 pays (règlements food law et paquet hygiène). Le seul point encore non harmonisé est la surveillance des événements biologiques mais des normes internationales existent.

L'OIE travaille parallèlement à développer son système d'audit et d'évaluation des législations, des partenariats publics privés, de l'enseignement et des laboratoires (analyse des écarts et surveillance des processus).

L'harmonisation est en cours du côté médecine humaine.

Le principe de précaution qui gouverne les actes européens est complètement rejeté de l'autre côté de l'Atlantique, notamment aux USA.

### **Discours de Luc Guyau (président indépendant du conseil de la FAO)**

La population mondiale est passée de 1953 à 2012 de 2,4 milliards de personnes à 7 milliards de personnes. Parmi ces 7 milliards, 900 000 sont mal nourris alors que d'autres ont une abondance de produits à leur disposition ce qui provoque des comportements d'exigence (risque 0) et de gaspillage (30% de la production agricole est jetée dans nos pays industrialisés).

La consommation des ménages français a, par exemple, été multipliée par trois ces cinquante dernières années. Pour autant, la part de leurs dépenses en produits alimentaires a baissé de 10 points, passant de 24,7% en 1960 à 14,8% en 2005. Or, l'argent ainsi généré est inégalement réparti : 4% pour les agriculteurs et 11% pour l'industrie agro-alimentaire, essentiellement en packaging.

En 2050, la population mondiale comptera 9 milliards d'individus et en plus de la situation de pénurie qui sera durablement installée, les problèmes d'eau et d'environnement actuellement gérés deviendront cruciaux.

Les projections prévoient que la production agricole devra augmenter de plus de 70% pour satisfaire la demande sociale croissante de viande.

Actuellement en Europe l'alimentation est saine et suffisante grâce à une organisation services vétérinaire (législation et contrôle) / agriculteurs (production) efficace qui autorise l'éradication de certaines maladies animales. Il ne faut pas oublier que pour avoir une alimentation saine, il faut avoir une agriculture saine et

que la considération (y compris financière) accordée aux paysans est une des clés de la réussite pour le maintien de la qualité de l'alimentation.

Attention également au désengagement de l'Europe dans la production de protéines végétales pour l'alimentation animale, cette situation de dépendance est un frein majeur à la recherche et au développement (perte des savoirs faire et des financements) mais aussi induit une dépendance aux produits standardisés ou OGM car il y a une perte totale de la maîtrise de la production et donc des marchés.

### **Discours de Frédérique Cluzel (directrice d'unité Pfizer)**

Un des objectifs de l'innovation est de nourrir mieux, or le monde agricole européen est resté particulièrement traditionnel, les changements sont lents et parfois frileux ce qui n'est pas le cas dans les pays émergents qui ont pris le virage de la technologie sans arrière pensée car ils y étaient contraints par la mise en concurrence mondiale. La forte demande européenne a un temps masqué cette nécessité de compétitivité, néanmoins, elle se fait sentir dans certains secteurs et l'Europe prend du retard ce qui pénalisera à terme ses exportations. Les réglementations ont un impact sur la compétitivité lorsqu'elles interdisent l'emploi d'une technologie innovante (les OGM, certaines innovations pharmaceutiques)

Le cas d'Improvac (qui permet la suppression immunologique de la fonction testiculaire) en est une bonne illustration car ce vaccin, pourtant autorisé en Europe, n'est pas utilisé par les éleveurs de porcs par peur des pertes de marchés (nationaux) alors que les allégations du titulaire de l'AMM (Pfizer) sont qu'il permet une diminution de la consommation d'aliment et une économie substantielle pour le producteur. Ce vaccin est également un analogue à la castration physique, pratiquée largement en France.

### **Discours de Fabrice Dreyfus (CGAER)**

La question des protéines animales se pose de façon cruciale dans les pays en voie de développement puisque avec une augmentation des revenus de 5,2% l'an, la consommation augmente de près 10 kg par habitant et par an dans certains pays. La progression économique est moindre évidemment dans les pays développés car le niveau de consommation est déjà élevé (83 kg en moyenne contre 30 dans les pays en voie de développement). Certains pays comme l'Argentine ont déjà atteint les 82 kg de viande par habitant et par an.

Le Japon fait figure d'exception en effet, avec un niveau de revenus importants, sa population ne consomme que 2800 à 2900 kg calorie par jour contre 4000 en Europe.

En Chine, le porc est la viande la plus consommée (elle représente 60% des consommations de viande), même si la volaille progresse. En 1996, les chinois consommaient 26kg de viande, ils sont passés à 36 kg en 2012 et atteindront probablement les 60kg en 2015.

La Chine produit 50% de la production mondiale de porc mais reste déficitaire sur son marché intérieur et a importé, en 2011, un million de tonnes de porc en provenance du Brésil et des USA. Elle développe donc actuellement une stratégie d'autosuffisance en restructurant ce secteur composé essentiellement d'élevages familiaux. Le gouvernement soutient les investissements en terme de recherche et développement.

La question d'approvisionnement en alimentation pour bétail est problématique : la Chine possède 120 millions d'hectare de terres, (irriguées à 50% seulement), l'accès

à l'eau est un des défis majeurs du pays, d'autant que les agriculteurs s'orientent vers les productions les plus rémunératrices, souvent gourmande en eau : ainsi, la Chine est devenue en quelques années le 1er producteur mondial de pommes et elle produit 60% des pastèques. L'essentiel de l'alimentation pour bétail est donc importée. Les projections indiquent qu'en 2030, elle consommera  $\frac{1}{4}$  de la production mondiale de soja et une grosse partie du maïs.

Plusieurs controverses agitent le pays :

- une controverse géopolitique relative à l'importation de porcs et de soja fait actuellement rage, notamment parce que le pays externalise son empreinte écologique vers le Brésil qui produit au détriment de la forêt amazonienne
- une controverse sanitaire en raison du sur-poids de 30% de la population
- une controverse écologique sur la qualité de l'eau et les gaz à effet de serre.

La Chine investit donc en terre arable pour sécuriser sa production alimentaire dans le futur. Dans certains cas, ces terres, une fois acquises, ne sont pas mises en culture et c'est une perte de productivité pour des pays qui en aurait besoin comme les pays africains ou asiatiques.

La question de savoir « jusqu'où les besoins peuvent-ils être croissants ? » est posée.

Les production de porcs et de volailles sont amenées à se développer au détriment de la production bovine car ce sont les moins consommatrices d'eau et d'aliment (donc les moins onéreuses pour le consommateur final et les plus écologiquement durables). De plus, il est assez constant que lorsque le prix de la viande bovine augmente, la consommation baisse rapidement. L'aquaculture également devrait tirer son épingle du jeu.

Certains pays étudient la question de la « frugalité » : en envisageant une journée hebdomadaire ou mensuelle sans viande.

Malgré son mauvais impact sur l'environnement, la viande de boeuf a également une autre caractéristique, « c'est un sous-produit du lait », elle est donc en quelque sorte incontournable et elle utilise 30% des espaces pastoraux dans le monde en valorisant l'herbe.

La question de la qualité du débat public est également importante, certains acteurs n'ont pas de contradicteurs, c'est le cas dans le débat OGM où le discours des anti est le seul audible.

La question de l'agriculture de proximité est cruciale dans les pays comme l'Afrique : quelle médecine, quels contrôles voulons-nous pour maintenir une agriculture de proximité ? Les zones pastorales mondiales se détruisent de façon palpable car les gouvernements ont de tout temps cherché à sédentariser les nomades : dans les systèmes non mûres, la création de pâturage se fait au détriment des forêts.

La surenchère législative constatée dans les pays européens vient de ce que les agriculteurs, il y a vingt ans, n'ont pas pris la mesure de leur rôle en terme de protection de l'environnement. Actuellement ils en payent le prix avec l'application dure du principe de précaution.

Face aux crises sanitaires, l'Europe a choisi la voix réglementaire, la solution adoptée en Chine a été de favoriser les grands conglomérats et les regroupements de production. Comme conséquence, la France, de premier producteur européen est devenue importateur pour 40% de ses besoins en matières premières agricoles.

Le premier producteur mondial est actuellement le Brésil qui ne s'impose pas les mêmes contraintes environnementales.

### **Discours de Bernard Chevassus-au-Louis (CGAER)**

Le principe de précaution s'intéresse aux différents risques (environnementaux, nutritionnels, chimiques et toxicologiques) lorsqu'ils provoquent des dommages incertains mais graves et irréversibles.

Le débat actuel autour du principe de précaution se concentre sur les effets à long terme, l'aspect faibles doses et l'aspect mélange. Or l'incertitude ne fait que grandir car les seuils de détection diminuent et le renforcement de l'évaluation de la dangerosité d'un produit progresse plus lentement.

Le retard dans la décision est néanmoins grave car si les risques sont graves et irréversibles ; la situation s'aggrave avec le temps.

C'est dans le cadre de la protection de l'environnement que le principe de précaution a pris la plus grande ampleur : est-ce équivalent au principe de prévention ?

L'incertitude ne justifiant plus l'inaction, les autorités publiques ont mis en œuvre une évaluation des risques, des recherches pour caractériser le risque et définir les mesures à prendre : mesures proportionnées et provisoires. Un moratoire par exemple devrait toujours indiquer comment on en sort. La dérive actuelle est de ne plus avoir en tête le caractère obligatoirement provisoire des mesures prise en application du principe de précaution.

Le risque actuel est un risque de disproportion qu'on a déjà expérimenté dans les mesures contre l'ESB (pour lequel les risques étaient incertains mais les mesures ont été drastiques) ou la vaccination contre le SRAS (pour laquelle les dépenses en vaccins ont été disproportionnées).

Le décideur public a un problème, lorsqu'il prend sa décision, il ne le fait que sur des présomptions de risque et il sera jugé à posteriori sur la qualité de sa décision.

Pour revenir à l'alimentation, les comportements alimentaires sont complexes et basés sur la théorie des aversions ou de la peur. En terme d'innovation, il faut toujours veiller à ce qu'elle soit une « innovation précautionneuse ». Les industriels doivent prouver que leur innovation est sans risque : c'est l'évaluation qui est faite a priori mais aussi tous les dispositifs de surveillance mis en œuvre pour s'assurer qu'il n'y a pas d'effets non prévus. C'est en quelque sorte une inversion de la charge de la preuve, notamment par rapport aux règles de l'OMC : les risques, lorsqu'ils sont avancés, doivent être démontrés pour pouvoir mettre en œuvre le principe de prévention (mesures pour diminuer les risques).

Le principe de précaution agit à l'inverse, c'est lorsque l'absence de risque ne peut pas être démontrée que le décideur prend des mesures de gestion qui peuvent aller jusqu'à l'interdiction. Ce principe n'est a priori pas conforme avec les règles de l'OMC et expose l'Europe à un contentieux.

Que faire lorsque l'évaluation est présumée incomplète (par exemple l'évaluation actuellement n'est basée que sur les risques sanitaires ou environnementaux car c'est aussi sur cette base que se font les accords OMC). Le principe de précaution ne dit pas qu'il faut interdire mais qu'il faut prendre des mesures, or le politique a parfois du mal à aller dans cette dernière voie.

Ce qui est très mal mis en œuvre c'est la réévaluation périodique des mesures ou des interdictions. C'est pourtant constitutionnel ...

Promouvoir la précaution n'est pas aller contre la science.

### **Discours d'André-Laurent Parodi (président de l'Académie de médecine)**

Un des plus gros marché noir après l'armement et la drogue est celui du commerce illicite des animaux de compagnie (il génère 50 milliards de dollars). Or les chiens d'un statut sanitaire douteux sont souvent porteurs de zoonoses. Les cas les plus retentissants sont les cas de rage et ils se multiplient en France.

La faune sauvage est également porteuse de pathogènes (virus NIPAH de la chauve-souris responsable de mortalités chez les animaux domestiques et l'homme). Les contaminations se font souvent à l'occasion des destructions des habitats naturels des animaux sauvages qui se rapprochent des humains (le virus NIPAH s'est propagé à la suite des déforestations pour la culture de l'huile de palme en Malaisie, les chauve-souris ont d'abord contaminé les porcs puis les chevaux, puis l'homme).

Le renforcement du maillage sanitaire est essentiel pour répondre immédiatement à ce genre d'émergence imprévisible.

Par contre, il faut veiller à renforcer également les moyens financiers, dans le cadre de la grippe aviaire en Asie, l'abattage de 25 millions de volailles sans indemnisation a poussé les paysans à cacher leurs animaux, éradication de la maladie est alors impossible.

Il faut renforcer la collaboration publique/privé, notamment pour être très réactif dans la fabrication des vaccins : l'innovation est une absolue nécessité ainsi que la collaboration médecine humaine et médecine vétérinaire. Une culture mutuelle santé animale, santé humaine et environnement est primordiale or il y a encore actuellement peu de place pour les formations zoonoses chez les médecins.

### **Discours de Pascal Boireau (directeur du laboratoire de santé animale de l'ANSES)**

Les animaux domestiques représentent un petit nombre d'espèces par rapport à l'ensemble de la biodiversité.

Au début des années 1990 la recherche médicale a connu une période d'euphorie car certaines maladies avaient été éradiquées. D'ailleurs, les 4ème et 5ème PCRD ne contenaient plus de question de recherche sur ce sujet. Certains pays ont relâché leur vigilance comme la Grande Bretagne en en payant le prix fort en 2001 avec la crise de la fièvre aphteuse.

Plus tard, est apparu la fièvre catharale ovine aux environs de Maastricht (2006) qui n'a touchée que 6 élevages en France.

Dans ce dernier cas, les scientifiques avaient prévu que cette maladie tropicale, qui avait néanmoins débuté assez rapidement en été, serait stoppée par l'hiver mais en fait, ce ne fut qu'une période de latence et la nouvelle flambée au printemps 2007 a été encore plus rapide et plus dévastatrice : les vaccins n'étaient pas prêts, l'abattage et l'incinération ont été les seules solutions.

La recherche médicale ne s'était pas mise en route, seule la partie diagnostique avait avancé.

Les questions de recherche doivent être posées très tôt pour la conception des moyens de lutte et d'éradication. Ceci doit se faire en collaboration avec les pays émergents dans un réseau mondial.

### **Pierre-Marie Borne (directeur zoonose au CEVA)**

10 laboratoires seulement travaillent au niveau mondial et 4 sont français. Ils couvrent 75% de l'activité des laboratoires vétérinaires dans le monde. La santé



animale génère 20 milliards de dollars de gains contre 750 milliards pour la santé humaine, or le coût d'une vaccination contre la brucellose est d'environ 0,65\$ contre 6500\$ pour le coût du traitement d'un homme malade. Le pragmatisme voudrait qu'on développe beaucoup plus la recherche vétérinaire pour faire du préventif et non du curatif. Ce qui manque c'est surtout des compétences.

Les derniers exemples sont très positifs, malgré les moyens « réduits », la lutte contre le virus de Schmallenberg a été tout de suite mise en œuvre par tous les acteurs : laboratoires, vétérinaires, éleveurs, réseau européens.

### **Loïc Evain (Sous-directeur des affaires sanitaires européennes et internationales )**

En France, nous bénéficions d'un système organisé et intégré de sécurité sanitaire avec une séparation franche évaluation/gestion. C'est un système centralisé avec une chaîne de commande qui descend de Paris. Il présente une similarité d'approche entre le monde animal et le monde végétal qui a permis de gérer la crise des graines germées (fenugrec Égyptien).

Il y a eu une grande prise de conscience des risques sanitaires ces 20 dernières années et la mise en place du maillage vétérinaire. Mais il reste des points faibles et ils porteront toujours la responsabilité des échecs. Il est donc très important de travailler en réseau, de communiquer entre les médecines pour éviter la sidération scientifique lors des crises fulgurantes.

### **Gérard Larcher (Maire de Rambouillet)**

L'agriculture représente 15% des emplois durables.

La filière agro-alimentaire représente 10000 entreprises et un CA de 170milliards d'euros.

Il va falloir commencer à se poser les vraies questions par exemple

- est-il normal de consommer 5 kg de poisson sauvage pour faire un kg de poisson d'élevage ?
- Le débat OGM relève-t-il de l'a priori scientifique ?
- La décision sur les gaz de schiste a-t-elle bénéficié d'un débat contradictoire et éclairé ?